A N N E X E S

ANNEXE N° 1

LES ENQUETES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES :

POINT METHODOLOGIQUE

Source : DRAAF Basse-Normandie - Agreste

Les structures des exploitations sont connues sous forme détaillée grâce aux données recueillies lors des recensements agricoles. Entre les recensements, elles sont actualisées à l'aide des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Après le recensement de l'année 2000, ces enquêtes par sondage stratifié ont été conduites en 2003, 2005 et en 2007.

Depuis 2000, le nombre d'exploitations continue de se réduire. Les exploitations s'agrandissent et l'emploi agricole devient moins familial. L'Union européenne a demandé que ces évolutions, observées en 2003 et 2005 soient mesurées par sondage en 2007 dans chaque pays. En France, les enquêteurs des services régionaux de l'information statistique et économique du Ministère en charge de l'agriculture ont pour mission de se présenter dans des exploitations agricoles représentatives de l'agriculture française. Ce sont eux qui ont rempli avec les exploitants le questionnaire de l'enquête structure des exploitations 2007 dont le présent rapport exploite les résultats.

Les résultats des enquêtes sont présentés selon deux ensembles : l'ensemble des exploitations agricoles et l'ensemble des exploitations agricoles professionnelles.

L'exploitation agricole est une unité économique à gestion unique qui participe à la production agricole et répond à des critères de dimension. L'exploitation agricole professionnelle satisfait à deux critères supplémentaires. Sa dimension économique est supérieure à 8 Unités de Dimension Européenne (UDE), soit l'équivalent de 12 hectares de blé.

Elle doit aussi utiliser au minimum l'équivalent de 75 % de travail fourni par une personne occupée à plein temps pendant une année.

1 - LES OBJECTIFS DE L'ENQUETE

Les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles répondent traditionnellement à trois objectifs :

- connaître la structure des exploitations et mesurer son évolution ;
- connaître l'évolution des productions agricoles ;
- suivre la population agricole.

En plus de ceux-ci, la Commission Européenne, dans son règlement n° 143/2002 du 24 janvier 2002, recommande :

- de réviser et d'adapter le questionnement à des besoins nouveaux et en évolution pour développer et guider la politique agricole commune ;

- de recueillir plus d'informations notamment sur les relations complexes entre agriculture et environnement pour répondre au nouvel objectif d'une politique agricole commune durable.

2 - LE CHAMP DE L'ENQUETE

Toutes les exploitations agricoles identifiées lors du dernier recensement agricole 2000 sont concernées par l'enquête sur la structure des exploitations agricoles. L'enquête sur la structure des exploitations agricoles est organisée dans chaque région métropolitaine avec un plan de sondage spécifique par département et chaque département d'outre mer.

3 - LA PERIODE DE REFERENCE

La situation prise en compte pour l'enquête "structures 2007" est celle du jour du passage de l'enquêteur (au cours de la période qui s'étend du 1er octobre 2007 au 31 janvier 2008) pour toutes les caractéristiques générales de l'exploitation, la main d'œuvre et le cheptel.

L'étude de l'utilisation du sol porte sur toutes les superficies, agricoles ou non, dont l'exploitation a disposé au cours de la campagne agricole 2007 (1er novembre 2006 au 31 octobre 2007).

4 - LE STATUT DE L'ENQUETE

L'enquête sur la structure des exploitations agricoles est une enquête statistique obligatoire couverte par les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et de la loi du 6 juin 1951 modifiée relative au secret statistique. Elle porte le n° de visa 2007 X 107 AG du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et du Ministre chargé de l'Economie, des finances et de l'industrie.

5 - LA METHODE D'ENQUETE

L'enquête sur la structure des exploitations agricoles est une enquête par sondage. Les interviews d'exploitants sont réalisées en face à face par des enquêteurs.

A l'occasion de l'enquête 2007, 74 220 exploitations de France métropolitaine ont été interrogées après tirage au sort parmi celles existant au recensement agricole 2000 en respectant un plan de sondage stratifié selon trois critères (orientation technico-économique, taille économique et département).

Il s'agit de toutes les exploitations qui avaient été interrogées et actives en 2005. Les exploitations créées à partir de ces dernières seront également interrogées.

6 - LES PRINCIPAUX CONCEPTS

a) Exploitation agricole

L'exploitation agricole est définie par le décret 2000-60 et l'arrêté du 24 janvier 2000 prescrivant le recensement, lui-même conforme aux textes communautaires.

L'exploitation agricole est définie, au sens de la statistique agricole, comme une unité économique et de production répondant simultanément aux trois conditions suivantes :

- elle produit des produits agricoles ;
- elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, production…) ;
- elle est soumise à une gestion courante indépendante.

Pour déterminer si une exploitation atteint une dimension requise, des seuils de taille ont été déterminés.

Les exploitations à enquêter doivent répondre à l'une des trois conditions de taille suivantes :

- avoir une superficie agricole utilisée (SAU) supérieure ou égale à 1 hectare (1ère catégorie) ;
- sinon, posséder une superficie en cultures spécialisées supérieure ou égale à 0,2 hectare (2ème catégorie) ;
- sinon, présenter une activité suffisante de production agricole estimée en nombre d'animaux, en surface de production ou en volume de production (3ème catégorie).

b) Superficies agricoles

L'étude de l'utilisation du sol porte sur toutes les superficies, agricoles ou non, dont l'exploitation a disposé au cours de la campagne agricole 2007 (1er novembre 2006 au 31 octobre 2007). Sont prises en compte toutes les parcelles mises en valeur à titre exclusif par l'exploitation quelle que soit leur situation géographique et leur mode de faire valoir. Ne sont pas retenues les superficies qui font l'objet d'une exploitation collective : pacages collectifs, communaux, alpages… car l'exploitation enquêtée n'est pas la seule à en bénéficier.

Sauf indication contraire, la superficie relevée pour chaque catégorie de territoire est la superficie brute. Elle comprend la place occupée par la culture et les parties non cultivées correspondantes : tournières, haies, talus, passages...

c) Cheptel

On recense tous les animaux présents sur l'exploitation le jour du passage de l'enquêteur, y compris ceux pris en pension et ceux destinés à l'autoconsommation. Pour les espèces dont la production a un caractère saisonnier très marqué : chapons, dindes et oies à rôtir pour Noël, les effectifs sont ceux qui se trouvent sur l'exploitation au 1er décembre 2007.

d) Main d'œuvre

Le chef d'exploitation, ou premier co-exploitant, est la personne physique qui assure la gestion courante et quotidienne de l'exploitation. Il s'agit de la personne qui prend les décisions au jour le jour. Par convention, on ne retient qu'une seule personne comme chef d'exploitation ou premier co-exploitant : celle qui assure la plus grande part de responsabilité. Les autres personnes physiques qui participent à la gestion courante sont des co-exploitants dans le cas des formes sociétaires (GAEC, SCEA…).

Les membres de la famille du chef de l'exploitation et de chaque co-exploitant de groupement comprennent :

- tous les conjoints du chef d'exploitation ou des co-exploitants même si ils ou elles ne travaillent pas sur l'exploitation ;

- les seuls autres membres de leur famille travaillant de façon régulière sur l'exploitation qu'ils vivent ou non dans le logement du chef d'exploitation ou d'un co-exploitant.

Les membres d'une famille comprennent : le chef d'exploitation, le conjoint (légitime ou non), les ascendants, descendants et autres apparentés.

e) L'activité sur l'exploitation

Avoir une activité sur l'exploitation, c'est effectuer des travaux qui concourent au fonctionnement de l'exploitation. Ce sont tous les travaux qui entrent dans le cadre de l'exploitation enquêtée, de la production jusqu'à la commercialisation des produits. Ces activités sont indissociables de l'exploitation.

Il s'agit notamment des travaux suivants : travaux des champs, travaux liés à l'élevage, transformation, stockage et conditionnement des produits, travaux de direction, de gestion et de comptabilité…

---oooo---

Pour en savoir plus :

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)
Service Régional de l'Information Statistique et Economique (SRISE)
6 boulevard du Général Vanier
BP 95181
14070 CAEN CEDEX 5

http://draaf.basse-normandie.agriculture.gouv.fr

Publications : http://agreste.agriculture.gouv.fr/en-region/basse-normandie

Enquêtes structure des exploitations agricoles France entière, Départements et Régions en ligne :

http://agreste.maapar.lbn.fr/ReportFolders/ReportFolders.aspx

ANNEXE N° 2

DONNEES SUR L'EVOLUTION DES REVENUS AGRICOLES

L'évolution des revenus agricoles par grands types de productions

Même s'il n'est pas dans l'objectif de la présente étude de développer les aspects comptables des exploitations agricoles, il paraît toutefois opportun d'aborder rapidement cette question dans la mesure où les choix d'exploitation et la situation sociologique sont étroitement liés à la santé économique des filières dans lesquelles sont engagés les agriculteurs.

Analyser l'évolution des comptes de l'agriculture est un exercice complexe dans la mesure où les fluctuations d'une année sur l'autre peuvent être extrêmement fortes et de causes structurelles et/ou conjoncturelles. L'économie de plus en plus mondialisée et la disparition ou la réduction des instruments européens de régulation des marchés (stocks et interventions) fragilisent certaines filières. L'actualité récente avec la chute des prix du lait en est l'illustration.

	Calvados		Manche		Orne	
	2007	**2008**	**2007**	**2008**	**2007**	**2008**
Revenu Net d'Entreprise (RNE) valeur courante (en millions d'euros)	144,8	138,3	211	212,2	171,4	166
RNE exploitations professionnelles en valeur courante (en millions d'euros)	139	129,7	200,9	197,4	162,8	154,2
RNE par UTAF professionnel en valeur constante (en euros)	23 837	22 799	21 259	24 649	26 222	26 041

Evolution du revenu net exploitation en euros courants et du revenu par UTAF en valeur constante
Source : L'année agricole 2008 - Chambres d'Agriculture de Normandie

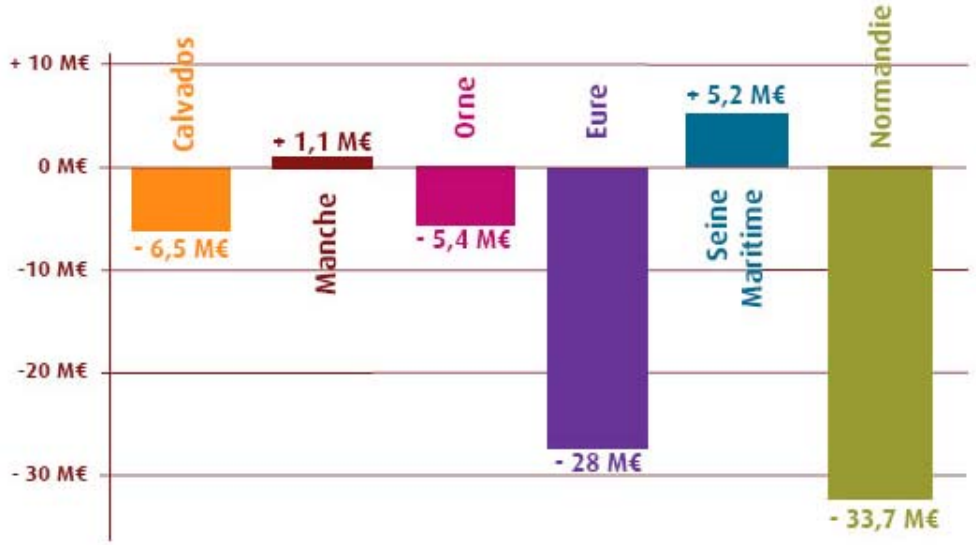
Il convient de mettre en exergue certaines évolutions :

- une évolution rapide des revenus des **systèmes céréaliers** jusqu'en 2007, situation due à la forte envolée des cours mondiaux de céréales, avec un repli observé à partir de 2008 ;
- après avoir connue une excellente année 2007 avec une forte demande mondiale de **lait**, le prix de cette matière a chuté en 2008 et s'est littéralement effondré en 2009, mettant les producteurs en grande difficulté ;

- après avoir connu des années assez dynamiques, la **ferme porcine** bas-normande a vu ses revenus chuter de manière notable ;
- il en est de même pour les **exploitations "bovins viande"**, situations qui ne sont pas sans susciter une grande inquiétude quant à la survie des outils agroalimentaires bas-normands situés en aval et dont l'activité dépend très étroitement de la production locale.

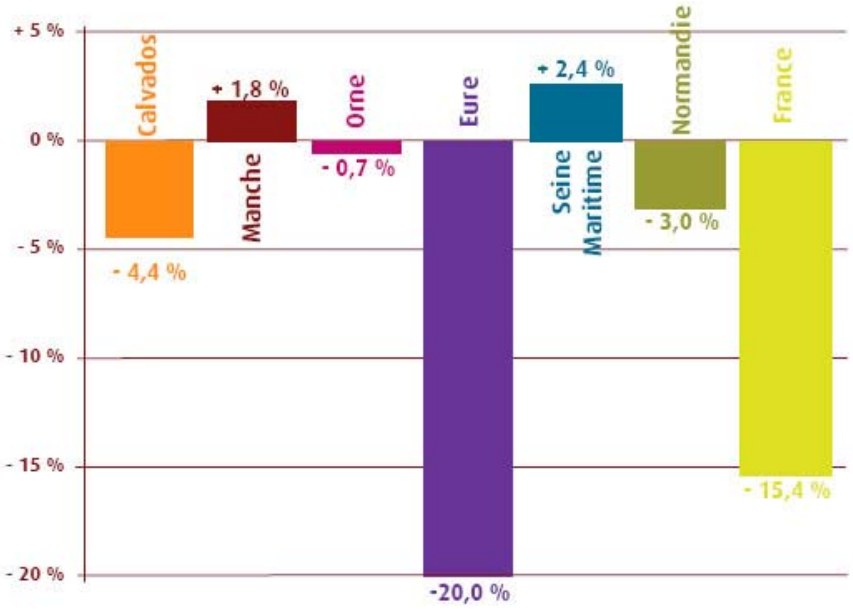
L'année 2008 est aussi marquée par la flambée des coûts de production du fait du renchérissement des matières premières, aliments et intrants.

Selon les Chambres d'Agriculture de Normandie, le revenu net d'entreprise de la ferme normande était de 814,6 millions d'euros courants en 2008, en baisse de 4 % par rapport à 2007.



Variation 2007-2008 du revenu de la ferme normande en euros courants par département
Source : Chambres d'Agriculture de Normandie

En revanche, ces résultats comptables pour 2008 ne tiennent pas compte de la dégradation constatée de la situation comptable des exploitations en 2009.



Variation du revenu net d'entreprise par unité de travail annuel non salarié professionnel entre 2007 et 2008 (euros constants) par département
Source : Chambres d'Agriculture de Normandie

L'évolution de la Marge Brute Standard

La Marge Brute Standard (MBS) mesurée en unité de dimension européenne (UDE), critère qui détermine la dimension économique de l'exploitation, a diminué de 1,2 % pour l'ensemble des exploitations entre 2000 et 2007 selon les enquêtes structure.

	Exploitations professionnelles			Marge Brute Standard (UDE)			MBS
	2000	2005	2007	2000	2005	2007	2007/2000
Toutes dimensions économiques	**17 358**	**15 084**	**13 847**	**1 032 421**	**1 006 699**	**1 026 203**	**- 0,6**
De 8 à moins de 16 UDE	1 585	1 184	770	19 133	12 886	9 087	- 52,5
De 16 à moins de 40 UDE	4 888	3 638	3 127	136 113	103 511	89 011	- 34,6
De 40 à moins de 100 UDE	8 607	7 620	6 760	552 240	502 826	458 251	- 17,0
De 100 à moins de 250 UDE	2 196	2 529	3 072	294 835	343 625	427 069	44,9
250 UDE et plus	83	113	118	30 100	43 851	42 785	42,1

Répartition des exploitations professionnelles par unité de dimension européenne et marge brute standard évolution 2000-2005-2007
Source : Enquêtes "Structure des Exploitations Agricoles" / SRISE - DRAAF Basse-Normandie

Pour les seules exploitations professionnelles, la baisse s'est limitée à - 0,6 %. Toutes les tranches d'UDE ont accusé durant cette période une baisse à l'exception des exploitations de plus de 100 UDE (+ 44,6 %). Les exploitations professionnelles aux UDE les plus faibles connaissent une forte diminution de leur marge brute standard : - 2,5 % pour les 8 à 16 UDE et - 34,6 % pour les 16 à 40 UDE.

ANNEXE N° 3

LE SOUTIEN AUX EXPLOITATIONS EN DIFFICULTE

Date de mise à jour : 25 novembre 2009

Cette note réalisée par la Direction Départementale des Territoires de l'Orne à l'attention du CESR de Basse-Normandie a pour objet de présenter les modalités d'une part de la procédure "Agriculteur en difficulté" et d'autre part, de la procédure "Aide à la Réinsertion Professionnelle".

1. LA PROCEDURE AGRICULTEUR EN DIFFICULTE

Afin de faciliter le redressement des exploitations agricoles, des aides peuvent être allouées sous conditions.

1.1. Conditions personnelles d'éligibilité

Pour bénéficier de ce dispositif, le demandeur doit être âgé d'au moins 21 ans et de moins de 55 ans et exercer son activité agricole en qualité de chef d'exploitation à titre principal depuis au moins 5 ans. Le demandeur ne doit pas bénéficier d'autre avantage servi par un régime obligatoire d'assurance vieillesse qu'une pension de réversion. Il doit justifier d'une capacité professionnelle agricole suffisante, c'est-à-dire être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat de niveau IV ou V (BTA ou Bac Pro, ou BPA ou BEPA…) ou justifier d'au moins cinq années de pratique professionnelle sur une exploitation en qualité de chef d'exploitation.

1.2. Modalités

L'agriculteur devra soumettre au préalable son exploitation à une analyse technico-économique et à un audit financier qui permettront d'en déterminer les capacités de redressement. En effet, les difficultés sont vérifiées sur la base de la dégradation des résultats comptables. Les conditions minimales largement resserrées par le décret du 22 janvier 2009, qui permettent d'accéder au dispositif "agriculteur en difficulté" doivent être vérifiées :

- l'exploitation doit être apte au redressement ;
- l'endettement de l''exploitation doit être supérieur à 75 % ;
- l'EBE doit avoir diminué d'au moins 20 % sur les trois dernières années.

1.2.1. L'analyse

Dans un premier temps, une analyse est réalisée sur l'exploitation. Elle permet :

- de faire le point sur les résultats économiques et la situation financière de l'exploitant ;
- de définir l'origine des difficultés rencontrées sur l'exploitation ;
- d'analyser les conditions qui pourraient permettre le retour à la viabilité de l'exploitation.

L'aide à l'analyse s'élève à 300 euros. Elle est versée à l'organisme chargé par convention de la réalisation des analyses.

Si l'exploitation est reconnue viable, un plan de redressement est mis en place avec la participation des créanciers, après avis du comité d'experts et de la CDOA.

1.2.2. Le plan de redressement

Le plan de redressement est prévu pour une durée de 3 à 5 ans maximum et permet au bénéficiaire d'améliorer progressivement ses conditions économiques d'exploitation. Le plan de redressement consiste principalement en une prise en charge des intérêts d'emprunts et éventuellement des abandons de créances et/ou des étalements de remboursement accordés par les créanciers, banques ou MSA. Ce plan est soumis pour avis à la CDOA.

Le décret du 22 janvier 2009 prévoit également **l'implication de l'agriculteur** dans le redressement de son exploitation. Ainsi, le plan doit prévoir un ou plusieurs engagements représentant **25 % du coût de restructuration** de son exploitation :

- la réduction de ses prélèvements privés ;
- la réalisation d'actifs pour améliorer sa trésorerie ;
- l'adhésion à un groupement de producteurs ou à une organisation économique, ou à un organisme de suivi de qualité de sa production principale ;
- le suivi d'une formation spécifique ;
- l'affiliation à un régime d'assurances récoltes ;
- l'amélioration génétique du troupeau ;
- l'obligation de mise aux normes ;
- l'obligation de tenir une comptabilité de gestion.

Le plan comporte une aide financière de l'Etat d'un montant maximum de 10 000 euros par unité de travail dans la limite de deux unités.

Pour apprécier le bon déroulement du plan de redressement, un suivi technico-économique de l'exploitation, pendant les trois premières années, peut être décidé par le Préfet, après avis de la CDOA, en même temps que l'agrément du plan.

1.2.3. Le suivi technico-économique

La mise en place d'un suivi permet de vérifier la bonne réalisation du plan de redressement et l'évolution des conditions de retour à la rentabilité de l'exploitation. Le suivi est réalisé pendant 3 ans par un expert et permet à la DDAF de vérifier l'évolution des résultats économiques de l'exploitation.

Les aides au suivi sont fixées à 600 euros pour les 3 années d'assistance technique. Ces aides sont versées à l'organisme chargé par convention de la réalisation des suivis.

2. L'AIDE A LA REINSERTION PROFESSIONNELLE

Les exploitants rencontrant des difficultés économiques sur leur exploitation, jugée sans perspective de redressement en CDOA ou dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire, peuvent prétendre au bénéfice de l'Aide à la Réinsertion Professionnelle (ARP).

2.1. Conditions personnelles d'éligibilité

Pour bénéficier de ce dispositif, le demandeur doit justifier de 5 années d'activité agricole précédant immédiatement le dépôt de la demande en qualité d'exploitant agricole à titre principal, de conjoint de chef d'exploitation ou d'aide familial. Il doit s'engager à renoncer définitivement à travailler dans l'agriculture en qualité de chef d'exploitation mais peut toutefois conserver un hectare maximum.

L'ARP comporte une prime de départ de 3 100 euros (versée en deux fractions de 1 550 euros) augmentée de 1 550 euros en cas de déménagement.

En plus, le bénéficiaire a la possibilité de suivre une formation professionnelle rémunérée.

2.2. Les aides à la formation

Le bénéficiaire de l'ARP peut effectuer un stage de formation d'une durée de 6 mois, pouvant être portée à 12 mois si besoin. Le bénéficiaire de l'ARP a droit à une participation de l'Etat aux frais de formation. Pour bénéficier de cette prise en charge, il doit impérativement être radié de la MSA. Ce stage est financé en partie par l'Etat.

Source : DDT de l'Orne

ANNEXE N° 4

ENQUETE DES ELEVES DE 3 ETABLISSEMENTS

DE FORMATIONS AGRICOLES

TRI DES REPONSES POUR CHAQUE ETABLISSEMENT

Traitement : Synergie Stats pour le CESR

Questions	Lycée agricole de Sées		Lycée du Robillard		Lycée de Saint-Lô Coutances		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Q1. Vous êtes de sexe :								
Masculin	54	60,00 %	64	66,67 %	55	66,27 %	173	64,31 %
Féminin	36	40,00 %	32	33,33 %	28	33,73 %	96	35,69 %
Total	***90***	***100 %***	***96***	***100 %***	***83***	***100 %***	***269***	***100 %***
Q2. Quel est votre âge ?								
16 ans	5	5,88 %	0	0,00 %	4	4,17 %	9	3,31 %
17 ans	26	30,59 %	12	13,19 %	20	20,83 %	58	21,32 %
18 ans	27	31,76 %	15	16,48 %	20	20,83 %	62	22,79 %
19 ans	9	10,59 %	30	32,97 %	18	18,75 %	57	20,96 %
20 ans	9	10,59 %	20	21,98 %	13	13,54 %	42	15,44 %
21 ans	9	10,59 %	9	9,89 %	21	21,88 %	39	14,34 %
22 ans	0	0,00 %	5	5,49 %	0	0,00 %	5	1,84 %
Total	***85***	***100 %***	***91***	***100 %***	***96***	***100 %***	***272***	***100 %***
Q3. Vous habitez :								
Le Calvados	10	10,99 %	42	44,21 %	22	26,51 %	74	27,51 %
La Manche	1	1,10 %	8	8,42 %	57	68,67 %	66	24,54 %
L'Orne	59	64,84 %	23	24,21 %	0	0,00 %	82	30,48 %
Autre	21	23,08 %	22	23,16 %	4	4,82 %	47	17,47 %
Total	***91***	***100 %***	***95***	***100 %***	***83***	***100 %***	***269***	***100 %***
Q4. Intitulé de votre formation actuelle :								
BAC STAV	50	55,56 %	0	0,00 %	25	30,12 %	75	27,88 %
TERMINALE STAV	0	0,00 %	30	31,25 %	0	0,00 %	30	11,15 %
BTS PA	0	0,00 %	22	22,92 %	14	16,87 %	36	13,38 %
BTS TV	0	0,00 %	15	15,63 %	0	0,00 %	15	5,58 %
BSTSA ACSE 1ERE ANNEE	15	16,67 %	0	0,00 %	17	20,48 %	32	11,90 %
BAC PRO CGEA	15	16,67 %	0	0,00 %	27	32,53 %	42	15,61 %
BAC PRO CGEA TERMINALE	0	0,00 %	12	12,50 %	0	0,00 %	12	4,46 %
BTSA ACSE 2EME ANNEE	10	11,11 %	0	0,00 %	0	0,00 %	10	3,72 %
BAC PRO AGRO 1ERE	0	0,00 %	7	7,29 %	0	0,00 %	7	2,60 %
BAC PRO AGRO TERMINALE	0	0,00 %	6	6,25 %	0	0,00 %	6	2,23 %
BAC PRO CGEA 1ERE	0	0,00 %	4	4,17 %	0	0,00 %	4	1,49 %
Total	***90***	***100 %***	***96***	***100 %***	***83***	***100 %***	***269***	***100 %***

Questions	Lycée agricole de Sées		Lycée du Robillard		Lycée de Saint-Lô Coutances		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Q5. Vous êtes en :								
Formation initiale	76	84,44 %	13	13,98 %	55	67,90 %	144	54,55 %
Formation continue	14	15,56 %	80	86,02 %	26	32,10 %	120	45,45 %
Total	***90***	***100 %***	***93***	***100 %***	***81***	***100 %***	***264***	***100 %***
Q6. Vous êtes fils ou fille d'agriculteur :								
Non	41	46,07 %	47	48,96 %	41	50,00 %	129	48,31 %
Oui	48	53,93 %	49	51,04 %	41	50,00 %	138	51,69 %
Total	***89***	***100 %***	***96***	***100 %***	***82***	***100 %***	***267***	***100 %***
Q7. Quelles sont les motivations qui vous poussent à devenir exploitant agricole ?								
Vivre près de la nature, la terre, être au contact des animaux/végétaux	62	32,46 %	62	29,67 %	70	33,65 %	194	31,91 %
Etre indépendant	35	18,32 %	43	20,57 %	38	18,27 %	116	19,08 %
Pour continuer l'exploitation des parents (ou beaux-parents)	24	12,57 %	31	14,83 %	30	14,42 %	85	13,98 %
Par passion	61	31,94 %	63	30,14 %	60	28,85 %	184	30,26 %
Pour travailler avec son conjoint	0	0,00 %	4	1,91 %	4	1,92 %	8	1,32 %
Il n'y avait pas d'autres choix	0	0,00 %	1	0,48 %	0	0,00 %	1	0,16 %
Autres	9	4,71 %	5	2,39 %	6	2,88 %	20	3,29 %
Total	***191***	***100 %***	***209***	***100 %***	***208***	***100 %***	***608***	***100 %***
Q8. Vous avez un projet à court ou moyen terme :								
D'installation en tant que chef d'exploitation	20	28,57 %	22	27,50 %	23	27,71 %	65	27,90 %
De co-exploitant dans un cadre familial	5	7,14 %	6	7,50 %	14	16,87 %	25	10,73 %
D'installation à plusieurs dans un cadre sociétaire	9	12,86 %	5	6,25 %	19	22,89 %	33	14,16 %
De salarié agricole	12	17,14 %	20	25,00 %	14	16,87 %	46	19,74 %
Autres	13	18,57 %	21	26,25 %	9	10,84 %	43	18,45 %
N'a pas répondu à la question	11	15,71 %	6	7,50 %	4	4,82 %	21	9,01 %
Total	***70***	***100 %***	***80***	***100 %***	***83***	***100 %***	***233***	***100 %***

Questions	Lycée agricole de Sées		Lycée du Robillard		Lycée de Saint-Lô Coutances		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Q9. Par rapport à la génération de vos parents, estimez-vous que les conditions de vie et de travail dans l'agriculture :								
Se sont améliorées	54	62,79 %	57	61,29 %	46	55,42 %	157	59,92 %
Sont restées les mêmes	2	2,33 %	6	6,45 %	1	1,20 %	9	3,44 %
Se sont détériorées	5	5,81 %	11	11,83 %	15	18,07 %	31	11,83 %
Parents non agriculteurs, ne se prononce pas	19	22,09 %	17	18,28 %	19	22,89 %	55	20,99 %
N'a pas répondu à la question	6	6,98 %	2	2,15 %	2	2,41 %	10	3,82 %
Total	***86***	***100 %***	***93***	***100 %***	***83***	***100 %***	***262***	***100 %***
Q10. Votre choix d'orientation technico-économique dominant :								
Grandes cultures	6	10,53 %	32	41,03 %	5	6,02 %	43	19,72 %
Maraîchage, horticulture	3	5,26 %	4	5,13 %	0	0,00 %	7	3,21 %
Bovins lait	14	24,56 %	21	26,92 %	45	54,22 %	80	36,70 %
Bovins viande	6	10,53 %	2	2,56 %	2	2,41 %	10	4,59 %
Cheval	7	12,28 %	4	5,13 %	7	8,43 %	18	8,26 %
Porcins, volailles	1	1,75 %	3	3,85 %	0	0,00 %	4	1,83 %
Autres	6	10,53 %	7	8,97 %	3	3,61 %	16	7,34 %
Sans avis	4	7,02 %	3	3,85 %	0	0,00 %	7	3,21 %
N'a pas répondu à la question	10	17,54 %	2	2,56 %	21	25,30 %	33	15,14 %
Total	***57***	***100 %***	***78***	***100 %***	***83***	***100 %***	***218***	***100 %***
Q11. Vos choix d'exploitation pour le futur s'orientent :								
Plutôt vers une agriculture avec valorisation sur place des produits de l'exploitation	10	12,20 %	24	25,26 %	19	22,89 %	53	20,38 %
Plutôt vers une agriculture productive aux débouchés vers le secteur agroalimentaire	25	30,49 %	17	17,89 %	22	26,51 %	64	24,62 %
Un mélange des deux	16	19,51 %	29	30,53 %	16	19,28 %	61	23,46 %
Ne sait pas	16	19,51 %	18	18,95 %	19	22,89 %	53	20,38 %
N'a pas répondu à la question	15	18,29 %	7	7,37 %	7	8,43 %	29	11,15 %
Total	***82***	***100 %***	***95***	***100 %***	***83***	***100 %***	***260***	***100 %***
Q12. Etes-vous tenté(e) par l'Agriculture Biologique ?								
Non	49	65,33 %	69	76,67 %	62	76,54 %	180	73,17 %
Oui	26	34,67 %	21	23,33 %	19	23,46 %	66	26,83 %
Total	***75***	***100 %***	***90***	***100 %***	***81***	***100 %***	***246***	***100 %***

Questions	Lycée agricole de Sées		Lycée du Robillard		Lycée de Saint-Lô Coutances		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Q13. Quels sont les rôles que vous souhaitez remplir en priorité, demain, par rapport à la société :								
Nourrir les hommes	37	28,91 %	52	29,21 %	38	24,52 %	127	27,55 %
Entretenir le territoire	27	21,09 %	34	19,10 %	32	20,65 %	93	20,17 %
Protéger la nature/la biodiversité	15	11,72 %	32	17,98 %	20	12,90 %	67	14,53 %
Garantir la qualité des aliments	28	21,88 %	35	19,66 %	41	26,45 %	104	22,56 %
Créer des emplois	6	4,69 %	8	4,49 %	7	4,52 %	21	4,56 %
Participer au dynamisme du milieu rural	15	11,72 %	17	9,55 %	17	10,97 %	49	10,63 %
Total	***128***	***100 %***	***178***	***100 %***	***155***	***100 %***	***461***	***100 %***
Q14. Lorsque vous serez exploitant, pouvoir prendre facilement des congés est-il un objectif vital pour vous ?								
Non	49	68,06 %	65	72,22 %	39	48,75 %	153	63,22 %
Oui	23	31,94 %	25	27,78 %	41	51,25 %	89	36,78 %
Total	***72***	***100 %***	***90***	***100 %***	***80***	***100 %***	***242***	***100 %***
Q15. Selon vous, la charge de travail en agriculture est-elle une contrainte forte :								
Non	49	62,03 %	35	37,63 %	43	54,43 %	127	50,60 %
Oui	30	37,97 %	58	62,37 %	36	45,57 %	124	49,40 %
Total	***79***	***100 %***	***93***	***100 %***	***79***	***100 %***	***251***	***100 %***
Q16. Quelles sont, selon vous, les principales contraintes ou les principaux risques du métier d'exploitant agricole (jusqu'à 3 réponses possibles) ?								
Un temps de travail trop élevé (astreintes)	15	7,94 %	25	10,46 %	18	8,04 %	58	8,90 %
Un revenu trop bas par rapport au travail fourni	46	24,34 %	73	30,54 %	61	27,23 %	180	27,61 %
Trop de contraintes administratives et réglementaires	48	25,40 %	54	22,59 %	55	24,55 %	157	24,08 %
L'importance de l'investissement/risques financiers	41	21,69 %	49	20,50 %	55	24,55 %	145	22,24 %
L'isolement dans le travail	11	5,82 %	10	4,18 %	3	1,34 %	24	3,68 %
Le célibat	8	4,23 %	7	2,93 %	1	0,45 %	16	2,45 %
Le manque de visibilité pour l'avenir	15	7,94 %	20	8,37 %	29	12,95 %	64	9,82 %
Autre	5	2,65 %	1	0,42 %	2	0,89 %	8	1,23 %
Total	***189***	***100 %***	***239***	***100 %***	***224***	***100 %***	***652***	***100 %***

ANNEXE N° 5

DONNEES FONCIERES

Modalités d'acquisition par la SAFER

Les rétrocessions en faveur des installations

Evolution des prix des terres en Basse-Normandie

Source : SAFER de Basse-Normandie

Mission : Maîtrise du marché foncier
Prestation : Acquisitions

Année 2008
SAFER BASSE-NORMANDIE

II-8) Modalités d'acquisition

	Nombre d'actes		Surface acquise			Valeur en principal		Valeur moyenne du lot
	Nombre	*% SAFER*	*Hectares*	*% SAFER*	*% FRANCE*	*K€*	*% SAFER*	
Ventes amiables	194	37	2 047	40	29	16 166	28	83
Échanges	42	8	207	4	2	1 289	2	31
Apports en société	0	0	0	0	0	0	0	.
Cessions de parts	0	0	0	0	0	0	0	.
Viagers	0	0	0	0	0	0	0	.
Adjudications	0	0	0	0	0	0	0	.
Baux emphytéotiques	0	0	0	0	0	0	0	.
Substitutions	180	34	2 169	43	59	35 456	61	197
Procédures collectives	0	0	0	0	0	0	0	.
Acquisitions amiables	416	78	4 422	87	90	52 912	92	127
Moyenne des 3 années précédentes	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
Préemption simple	112	21	606	12	9	4 504	8	40
Préemption avec révision de prix (acceptée)	2	0	36	1	0	310	1	155
Préemptions	114	22	642	13	10	4 814	8	42
Moyenne des 3 années précédentes	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
Ensemble des acquisitions	530	100	5 065	100	100	57 727	100	109
Moyenne des 3 années précédentes	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.

N,D, : non disponible

II-9) À qui achète la SAFER ?

	Nombre d'actes		Surface acquise			Valeur en principal		Valeur moyenne du lot
	Nombre	*% SAFER*	*Hectares*	*% SAFER*	*% FRANCE*	*K€*	*% SAFER*	
Cohéritiers-indivisaires	85	16	768	15	19	6 853	12	81
Agriculteurs personnes physiques	181	34	1 807	36	25	22 858	40	126
Agriculteurs personnes morales	15	3	332	7	6	4 832	8	322
Non-Agriculteurs personnes physiques	131	25	1 068	21	19	10 765	19	82
Non-Agriculteurs personnes morales	21	4	267	5	5	6 287	11	299
Non déclarés	97	18	823	16	25	6 130	11	63
Ensemble des acquisitions	530	100	5 065	100	100	57 727	100	109

Source : SCAFR-SAFER

Mission : Installations agricoles
Prestation : Rétrocessions en faveur de l'installation

Année 2008
SAFER BASSE-NORMANDIE

IV-7) Les rétrocessions en faveur de l'installation

IV-7-1) Ventilation par type d'intervention

		Nombre d'actes	Nombre de bénéficiaires	Surface			Valeur de rétrocession (en K€)
				hectares	% SAFER	% FRANCE	
Premières installations		**92**	**97**	**1 582**	**72**	**N.D.**	**20 599**
Dans le cadre familial	avec DJA	40	40	701	32	N.D.	5 719
	sans DJA	21	23	254	12	N.D.	2 815
Hors cadre familial	avec DJA	13	15	283	13	N.D.	4 582
	sans DJA	18	19	344	16	N.D.	7 485
Réinstallations		**11**	**11**	**310**	**14**	**N.D.**	**5 361**
Installations en complément d'une autre activité		**5**	**5**	**148**	**7**	**N.D.**	**6 448**
Etoffements concomitants à une installation		**14**	**14**	**98**	**4**	**N.D.**	**895**
Etoffements après installation (*)		**3**	**3**	**36**	**2**	**N.D.**	**272**
Etoffements préparant des installations (**)		**6**	**6**	**33**	**1**	**N.D.**	**224**
TOTAL		**131**	**136**	**2 207**	**100**	**N.D.**	**33 801**

N,D, : non disponible
(*) Etoffement intervenant au maximum 4 ans après une installation
(**) Etoffement qui prépare une installation devant intervenir dans les 5 ans

Source : SCAFR-SAFER

LE PRIX DES TERRES ET PRES LIBRES NON BATIS

(Moyennes triennales en euros courants par hectare)

Département et région agricole	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Indice d'évolution 2008/2007	Prix minimum annuel 2008	Prix maximum annuel 2008	Prix NAG / prix AG*	Part de marché des non-agriculteurs en surface
Bessin	4 070	4 540	4 750	4 890	4 860	5 110	5 330	5 510	3 %	1 800	9 790	1,0	20 %
Bocage	3 950	4 050	4 310	4 480	4 580	4 730	4 720	5 040	7 %	2 720	7 600	0,8	16 %
Pays d'Auge nord	4 680	5 080	6 370	7 100	8 130	7 500	7 250	6 600	- 9 %	2 860	19 680	1,5	NS
Plaine de Caen nord	5 790	6 340	7 600	8 230	8 850	8 280	8 330	9 140	10 %	4 280	14 770	0,6	NS
Pays d'Auge sud	3 090	3 400	3 900	4 340	4 750	5 120	5 070	5 050	0 %	2 980	7 280	1,0	NS
Plaine de Caen sud	5 080	5 000	5 000	5 930	7 080	8 560	8 570	9 050	6 %	3 760	10 670	1,0	NS
CALVADOS	**4 380**	**4 660**	**5 230**	**5 680**	**6 150**	**6 250**	**6 250**	**6 430**	**3 %**	**-**	**-**	**0,9**	**21 %**
La Hague, Bocage de Valognes	3 070	3 190	3 400	3 510	3 780	3 970	4 250	4 670	10 %	1 910	7 630	0,8	41 %
Val de Saire	4 090	4 000	3 900	4 140	4 570	4 750	4 820	4 730	- 2 %	2 160	7 540	0,9	26 %
Cotentin	2 470	2 860	3 240	3 670	4 170	3 960	4 030	3 860	- 4 %	1 590	7 040	1,0	29 %
Bocage de Coutances et de Saint-Lô	3 620	3 640	3 930	4 230	4 560	4 700	4 560	4 750	4 %	2 100	7 500	1,0	35 %
Avranchin	5 120	5 530	5 770	6 040	6 110	6 220	6 260	6 450	3 %	2 810	10 520	0,8	24 %
Le Mortainais	4 140	4 340	4 560	4 700	4 790	4 850	4 800	5 030	5 %	1 820	9 150	0,8	24 %
MANCHE	**3 760**	**3 920**	**4 180**	**4 440**	**4 710**	**4 800**	**4 790**	**4 970**	**4 %**	**-**	**-**	**0,9**	**31 %**
Perche ornais	2 940	2 940	3 140	3 430	3 770	3 890	4 010	4 230	5 %	2 330	9 180	1,0	24 %
Pays d'Ouche	3 160	3 230	3 270	3 540	3 720	3 850	3 770	3 940	5 %	2 470	9 660	1,1	14 %
Bocage ornais	2 580	2 760	2 920	3 000	3 110	3 200	3 460	3 570	3 %	1 500	7 600	0,9	29 %
Plaines d'Alençon et d'Argentan	3 390	3 450	3 460	3 390	3 500	3 790	4 210	4 620	10 %	3 000	6 990	0,9	17 %
Pays d'Auge et Merlerault	2 680	2 730	2 900	3 070	3 280	3 550	3 790	4 130	9 %	2 430	6 450	0,9	29 %
ORNE	**2 870**	**2 960**	**3 100**	**3 250**	**3 440**	**3 590**	**3 790**	**4 000**	**6 %**	**-**	**-**	**0,9**	**24 %**
BASSE-NORMANDIE	**3 660**	**3 840**	**4 160**	**4 440**	**4 750**	**4 860**	**4 920**	**5 110**	**4 %**				

NS : non significatif ☐ *Moyennes triennales* ☐ *Prix annuels* ***Prix NAG / prix AG** = Ratio "Prix pratiqués par les non-agriculteurs / Prix pratiqués par les agriculteurs".*

Source : SAFER - Espace Rural Analyse des Marchés - Mai 2009

INDEX DES SIGLES

INDEX DES SIGLES

A

ADASEA	Associations Départementales pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles
AMAP	Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne
ANEFA	Association Nationale Emploi Formation en Agriculture
AOP	Appellation d'Origine Protégée
APCA	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
ARACT	Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail
AREFA	Association Régionale Emploi Formation en Agriculture
ASAVPA	Associations des Salariés de l'Agriculture pour la Vulgarisation du Progrès Agricole

B

BEPA	Brevet d'Etudes Professionnelles Agricoles
BPA	Brevet Professionnel Agricole
BTSA	Brevet de Technicien Supérieur Agricole

C

CDOA	Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture
CFTA	Centre de Formation de Techniciens Agricoles
CGEA	Conduite et Gestion des Exploitations Agricoles
CIF	Congé Individuel de Formation
CPNE	Commission Paritaire Nationale de l'Emploi
CPRE	Commission Paritaire Régionale Emploi
CUMA	Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole

D

DICA	Déclaration d'Intention de Cessation d'Activité
DJA	Dotation aux Jeunes Agriculteurs
DPU	Droits à Paiement Unique
DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

E

EARL	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EDE	Etablissements Départementaux de l'Elevage
EDEC	Engagement et Développement des Emplois et des Compétences
EPLEFPA	Etablissements Publics Locaux d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole
ESA	Ecole Supérieure d'Agriculture
ETA	Entreprises de Travaux Agricoles
ETP	Equivalents Temps Plein

F

FAFSEA	Fonds National d'Assurance Formation des Salariés des Exploitations et Entreprises Agricoles
FNAB	Fédération Nationale d'Agriculture Biologique
FONGECIF	Fonds de gestion paritaire du Congé Individuel de Formation

G

GAEC	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
GEVR	Groupements d'Employeurs à Vocation de Remplacement
GPEC	Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences
GRECAN	Groupe Régional d'Etudes sur le Cancer

M

MAP	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
MEEDDAT	Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire

O

OPA	Organisations Professionnelles Agricoles
OQMA	Observatoire Qualitatif des Matériels Agricoles
OTEX	Orientation Technico-économique des EXploitations

P

PA	Productions Animales
PAC	Politique Agricole Commune
PDE	Plan de Développement de l'Exploitation
PIDIL	Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales
PII	Points Info Installation
PIT	Points Info Transmission
PPP	Plan de Professionnalisation Personnalisé

R

RDI	Répertoire Départ-Installation

S

SARL	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SAU	Surface Agricole Utile
SCL	Société Civile Laitière
SFP	Surface Fourragère Principale
SPI	Stages Préparatoires à l'Installation
SRFD	Service Régional de la Formation et du Développement
SRIEC	Service Régional de l'Inspection, de l'Emploi et de Conseils
SRISE	Service Régional de l'Information Statistique et Economique
STAV	Sciences et Technologies de l'Agronomie et du Vivant

U

UTA	Unité de Travail Annuel

T

TV	Technologies Végétales

V

VAE	Validation des Acquis de l'Expérience